Spedizione in abbonamento postale

Anno 101° — Numero 214

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Venerdì, 2 settembre 1960 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 650-841 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA - TEL. 841-089 848-184 841-737 856-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 - Un fascicolo L. 50
Fascicoli annate arretrate: il doppio
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 - Un fascicolo L. 50
Fascicoli annate arretrate: il doppio
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Tritone n. 61/A-61/B; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46/r e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Napoli e Firenze, possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 4 agosto 1960, n. 918.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione sulla legge applicabile alle obbligazioni alimentari nei riguardi dei figli minori, conclusa all'Aja il 24 ottobre 1956 e della Convenzione concernente il riconoscimento e l'esecuzione delle sentenze sugli obblighi alimentari verso i figli minori, conclusa all'Aja il 15 aprile 1958.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i seguenti Accordi:

a) Convenzione sulla legge applicabile alle obbligazioni alimentari nei riguardi dei figli minori, conclusa all'Aja il 24 ottobre 1956;

b) Convenzione concernente il riconoscimento e l'esecuzione delle sentenze sugli obblighi alimentari verso i figli minori, conclusa all'Aja il 15 aprile 1958.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle Convenzioni di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, agli articoli 8 e 16 delle Convenzioni stesse.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 agosto 1960

GRONCHI

FANFANI — SEGNI — GONELLA

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

Convenzione sulla legge applicabile alle obbligazioni alimentari nei riguardi dei figli minori. (L'Aja, 24 ottobre 1956).

CONVENTION

SUR LA LOI APPLICABLE AUX OBLIGATIONS ALIMENTAIRES ENVERS LES ENFANTS

Les Etats signataires de la présente Convention;

Désirant établir des dispositions communes concernant la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants;

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

La loi de la résidence habituelle de l'enfant détermine si, dans quelle mesure et à qui l'enfant peut réclamer des aliments.

En cas de changement de la résidence habituelle de l'enfant, la loi de la nouvelle résidence habituelle est applicable à partir du moment où le changement s'est effectué.

Ladite loi régit également la question de savoir qui est admis à intenter l'action alimentaire et quels sont les délais pour l'intenter.

Par le terme « enfant », on entend, aux fins de la présente Convention, tout enfant légitime, non légitime ou adoptif, non marié et âgé de moins de 21 ans accomplis.

Article 2

Par dérogation aux dispositions de l'article premier chacun des Etats contractants peut déclarer applicable sa propre loi, si

a) la demande est portée devant une autorité de cet Etat;

b) la personne à qui les aliments sont réclamés ainsi que l'enfant ont la nationalité de cet Etat, et

c) la personne à qui les aliments sont réclamés a sa résidence habituelle dans cet Etat.

Article 3

Contrairement aux dispositions qui précèdent, est appliquée la loi désignée par les règles nationales de conflit de l'autorité saisie, au cas où la loi de la résidence habituelle de l'enfant lui refuse tout droit aux aliments.

Article 4

La loi déclarée applicable par la présente Convention ne peut être écartée que si son application est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat dont relève l'autorité saisie.

Article 5

La présente Convention ne s'applique pas aux rapports d'ordre alimentaire entre collatéraux.

Elle ne règle que les conflits de lois en matière d'obligations alimentaires. Les décisions rendues en application de la présente Convention ne pourront préjuger des questions de filiation et des rapports familiaux entre le débiteur et le créancier.

Article 6

La Convention ne s'applique qu'aux cas où la loi désignée par l'article premier, est celle d'un des Etats contractants.

Article 7

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Huitième Session de la Conférence de La Haye de Droit International Privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Il sera dressé de tout dépôt d'instruments de ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats signataires.

Article 8

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt du quatrième instrument de ratification prévu par l'article 7, alinéa 2.

Pour chaque Etat signataire, ratifiant postérieurement, la Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir de la date du dépôt de son instrument de ratification.

Article 9

La présente Convention s'applique de plein droit aux territoires métropolitains des Etats contractants.

Si un Etat contractant en désire la mise en vigueur dans tous les autres territoires ou dans tels des autres territoires dont les relations internationales sont assurées par lui, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

La Convention entrera en vigueur dans les rapports entre les Etats, qui n'élèveront pas d'objection dans les six mois de cette communication, et le territoire ou les territoires dont les relations internationales sont assurées par l'Etat en question, et pour lequel ou lesquels la notification aura été faite.

Article 10

Tout Etat, non représenté à la Huitième Session de la Conférence, est admis à adhérer à la présente Convention, à moins qu'un Etat ou plusieurs Etats ayant ratifié la Convention ne s'y opposent, dans un délai de six mois, à dater de la communication faite par le Gouvernement néerlandais de cette adhésion. L'adhésion se fera de la manière prévue par l'article 7, alinéa 2.

Il est entendu que les adhésions ne pourront avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention, en vertu de l'article 8, alinéa premier.

Article 11

Chaque Etat contractant, en signant ou ratifiant la présente Convention ou en y adhérant, peut se réserver de ne pas l'appliquer aux enfants adoptifs.

Article 12

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date indiquée dans l'article 8, alinéa premier, de la présente Convention.

Ce délai commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra, au moins six mois avant l'expiration du délai, être notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation peut se limiter aux territoires ou à certains des territoires indiqués dans une notification, faite conformément à l'article 9, alinéa 2.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 24 octobre 1956, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée con-

forme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Huitième Session de la Conférence de La Haye de Droit International Privé ainsi qu'aux Etats adhérant ultérieurement.

Pour le République Fédérale d'Allemagne:

Pour l'Autriche:
(s) FRITZ SCHWIND
(s) VIKTOR HOYER

Pour la Belgique:

Pour le Danemark:

Pour l'Espagne:
(s) JOSÉ RUIZ DE ARANA Y BAUER DUQUE DE BAENA

Pour la Finlande:

Pour la France:
(s) E. DE BEAUVERGER
(s) DE LA MORANDIÈRE

Pour la Grèce:
(s) G. MARIDAKIS
(s) P. VALLINDAS
(s) CH. FRAGISTAS

Pour l'Italie:

Pour le Japon:

Pour le Luxembourg:
(s) CH. LEON HAMMES

Pour la Norvège:
(s) EDVIN ALTEN

Pour les Pays-Bas:
(s) J. OFFERHAUS

Pour le Portugal:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

Pour la Turquie:

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

Convenzione concernente il riconoscimento e l'esecuzione delle sentenze sugli obblighi alimentari verso i figli minori. (L'Aja, 15 aprile 1958).

CONVENTION

CONCERNANT LA RECONNAISSANCE ET L'EXECUTION DES DECISIONS EN MATIÈRE D'OBLIGATIONS ALIMENTAIRES ENVERS LES ENFANTS

Les Etats signataires de la présente Convention;

Désirant etablir des dispositions communes pour régler la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants;

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

La présente Convention a pour objet d'assurer la reconnaissance et l'exécution réciproques, par les Etats contractants, des décisions rendues à l'occasion de demandes, à caractère international ou interne, portant sur la réclamation d'aliments par un enfant légitime, non légitime ou adoptif, non marié et âgé de moins de 21 ans accomplis.

Si la décision contient des dispositions sur un point autre que l'obligation alimentaire, l'effet de la Convention reste limité à cette dernière.

La Convention ne s'applique pas aux décisions en matière alimentaire entre collatéraux.

Article 2

Les décisions rendues en matière d'aliments dans un des États contractants devront être reconnues et déclarées exécutoires, sans révision au fond, dans les autres Etats contractants, si

1) l'autorité qui a statué a été compétente en vertu de la présente Convention;

2) la partie défenderesse a été régulièrement citée ou représentée selon la loi de l'Etat dont relève l'autorité ayant statué;

toutefois, en cas de décision par défaut, la reconnaissance et l'exécution pourront être refusées, si au vu des circostances de la cause, l'autorité d'exécution estime que c'est sans faute de la partie défaillante que celle ci n'a pas eu connaissance de la procédure ou n'a pu s'y défendre;

3) la décision est passée en force de chose jugée dans l'Etat où elle a été rendue;

toutefois, les décisions exécutoires par provision et les mesures provisionnelles seront, quoique susceptibles de recours, déclarées exécutoires par l'autorité d'exécution si pareilles décisions peuvent être rendues et exécutées dans l'Etat dont relève cette autorité;

4) la décision n'est pas contraire à une décision rendue sur le même objet et entre les mêmes parties dans l'Etat où elle est invoquée;

la reconnaissance et l'exécution pourront être refusées, si avant le prononcé de la décision, il y avait litispendance dans l'Etat où elle est invoquée;

5) la décision n'est pas manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat où elle est invoquée.

Article 3

Aux termes de la présente Convention, sont compétentes pour rendre des décisions en matière d'aliments les autorités suivantes:

1) les autorités de l'Etat sur le territoire duquel le débiteur d'aliments avait sa résidence habituelle au moment où l'instance a été introduite;

2) les autorités de l'Etat sur le territoire duquel le créancier d'aliments avait sa résidence habituelle au moment où l'instance a été introduite;

3) l'autorité à la compétence de laquelle le débiteur d'aliments s'est soumis soit expressément, soit en s'expliquant sur le fond sans réserves touchant la compétence.

Article 4

La partie qui se prévaut d'une décision ou qui en demande l'exécution doit introduire:

1) une expédition de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité;

2) les pièces de nature à établir que la décision est exécutoire;

3) en cas de décision par défaut, une copie authentique de l'acte introductif d'instance et les pièces de nature à établir que cet acte a été dûment signifié.

Article 5

L'examen de l'autorité d'exécution se bornera aux conditions visées dans l'article 2 et aux documents énumérés à l'article 4.

Article 6

La procédure d'exequatur est régie, en tant que la présente Convention n'en dispose autrement, par la loi de l'Etat dont relève l'autorité d'exécution.

Toute décision déclarée exécutoire a la même force et produit les mêmes effets que si elle émanait d'une autorité compétente de l'Etat où l'exécution est demandée.

Article 7

Si la décision dont l'exécution est demandée, a ordonné la prestation des aliments par paiements périodiques, l'exécution sera accordée tant pour les paiements déjà échus que pour les paiements à échoir.

Article 8

Les conditions établies par les articles précédents en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution des décisions visées par la présente Convention, s'appliquent également aux décisions émanant de l'une des autorités visées à l'article 3, modifiant la condamnation relative à une obligation alimentaire.

Article 9

La partie admise à l'assistance judiciaire gratuite dans l'Etat où la décision a été rendue en bénéficiera dans la procédure tendant à obtenir l'exécution de la décision.

Dans les procédures visées par la présente Convention, il n'y a pas lieu à cautio judicatum solvi.

Les pièces produites sont dispensées, dans les procédures régies par la présente Convention, de visa et de légalisation.

Article 10

Les Etats contractants s'engagent à faciliter le transfert du montant des sommes allouées en raison d'obligations alimentaires envers les enfants.

Article 11

Aucune disposition de la présente Convention ne peut faire obstacle au droit du créancier d'aliments d'invoquer toute autre disposition applicable à l'exécution des décisions en matière d'aliments soit en vertu de la loi interne du pays où siège l'autorité d'exécution, soit aux termes d'une autre Convention en vigueur entre les Etats contractants.

Article 12

La présente Convention ne s'applique pas aux décisions rendues avant son entrée en vigueur.

Article 13

Chaque Etat contractant indiquera au Gouvernement des Pays-Bas les autorités compétentes pour rendre des décisions en matière d'aliments et pour rendre des décisions en matière d'aliments et pour rendre exécutoires les décisions étrangères.

Le Gouvernement des Pays-Bas portera ces communications à la connaissance des autres Etats contractants.

Article 14

La présente Convention s'applique de plein droit aux territoires métropolitains des Etats contractants.

Si un Etat contractant en désire la mise en vigueur dans tous les autres territoires ou dans tels des autres territoires dont les relations internationales sont assurées par lui, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

Cette déclaration n'aura d'effet relativement aux territoires non métropolitains que dans les rapports entre l'Etat qui l'aura faite et les Etats qui auront déclaré l'accepter. Cette dernière déclaration sera déposée auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas; celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

Article 15

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Huitième Session de la Conférence de La Haye de Droit International Privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Il sera dressé de tout dépôt d'instruments de ratification un procès-verbal dont une copie certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats signataires.

Article 16

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt du quatrième instrument de ratification prévu par l'article 15.

Pour chaque Etat signataire, ratifiant postérieurement la Convention, celle-ci entrera en vigueur le soixantième jour à partir de la date du dépôt de son instrument de ratification.

Dans l'hypothèse visée par l'article 14, alinéa 2, de la présente Convention, celle-ci sera applicable le soixantième jour à partir de la date du dépôt de la déclaration d'acceptation.

Article 17

Tout Etat, non représenté à la Huitième Session de la Conférence de La Haye de Droit International Privé, pourra adhérer à la présente Convention. L'Etat désirant adhérer notifiera son intention par un acte qui sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

La Convention entrera en vigueur, entre l'Etat adhérant et l'Etat ayant déclaré accepter cette adhésion, le soixantième jour après la date du dépôt de l'acte d'adhésion.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion. Cette déclaration sera déposée auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas; celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

Il est entendu que le dépôt de l'acte d'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention en vertu de l'article 16.

Article 18

Chaque Etat contractant, en signant ou ratifiant la présente Convention ou en y adhérant, pourra faire une réserve quant à la reconnaissance et à l'exécution des décisions rendues par une autorité d'un autre Etat contractant, qui aurait été compétente en raison de la résidence du créancier d'aliments.

L'Etat qui aura fait usage de cette réserve ne pourra prétendre à l'application de la Convention aux décisions rendues par ses autorités lorsque celles-ci auront été compétentes en raison de la résidence du créancier d'aliments.

Article 19

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date indiquée dans l'article 16, alinéa premier, de la présente Convention. Ce délai commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra, au moins six mois avant l'expiration du délai, être notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation peut se limiter aux territoires ou à certains territoires indiqués dans une notification faite conformément à l'article 14, alinéa 2.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 15 avril 1958, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Huitième Session de la Conférence de La Haye de Droit International Privé ainsi qu'aux Etats adhérant ultérieurement.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Pour l'Autriche:
Dr. Georg AFUHS

Pour la Belgique:

Pour le Danemark:

Pour l'Espagne:

Pour la Finlande:

Pour la France:

Pour la Grèce:
A. TZIRAS

Pour l'Italie:

Pour le Japon:

Pour le Luxembourg:

Pour la Norvège:

Pour les Pays-Bas:

Pour le Portugal:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

Pour la Turquie:

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 6 luglio 1960, n. 919.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia del SS.mo Cuore di Gesù, in località Marina Faleriense del comune di Porto Sant'Elpidio (Ascoli Piceno).

N. 919. Decreto del Presidente della Repubblica 6 luglio 1960, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Fermo in data 25 gennaio 1960, integrato con dichiarazione del 10 febbraio 1960, relativo alla erezione della parrocchia del SS.mo Cuore di Gesù, in località Marina Faleriense del comune di Porto Sant'Elpidio (Ascoli Piceno).

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 agosto 1960
Atti del Governo, registro n. 128, foglio n. 200. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 6 luglio 1960, n. 920.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Pio X, nel comune di Bolzano.

N. 920. Decreto del Presidente della Repubblica 6 luglio 1960, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Trento in data 22 agosto 1959, integrato con dichiarazione del 23 ottobre 1959, relativo alla erezione della parrocchia di San Pio X, nel comune di Bolzano, ed alla istituzione di tre uffici coadiutorali nella parrocchia stessa, e viene inoltre riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa omonima, sede dell'anzidetta parrocchia.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 agosto 1960
Atti del Governo, registro n. 128, foglio n. 203. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 6 luglio 1960, n. 921.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di Santa Lucia, nel comune di Montescaglioso (Matera).

N. 921. Decreto del Presidente della Repubblica 6 luglio 1960, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Matera in data 1° gennaio 1960, integrato con due dichiarazioni del 27 gennaio e 4 aprile 1960, relativo alla erezione della parrocchia di Santa Lucia, nel comune di Montescaglioso (Matera).

Visto, *il Guardasigilli:* GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 agosto 1960
Atti del Governo, registro n. 128, foglio n. 202. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 6 luglio 1960, n. 922.

Riconoscimento, agli effetti civili, della elevazione in parrocchia della Curazia autonoma di San Vigilio V. M., in frazione Samoclevo del comune di Caldes (Trento).

N. 922. Decreto del Presidente della Repubblica 6 luglio 1960, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Trento in data 15 agosto 1959, integrato con altro decreto di pari data, relativo alla elevazione in parrocchia della Curazia autonoma di San Vigilio V. M., in frazione Samoclevo del comune di Caldes (Trento).

Visto, *il Guardasigilli:* GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 agosto 1960
Atti del Governo, registro n. 128, foglio n. 204. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 6 luglio 1960, n. 923.

Riconoscimento, agli effetti civili, della elevazione in parrocchia della Curazia autonoma dei Sette Dolori della B.M.V., nel comune di Ronchi Valsugana (Trento).

N. 923. Decreto del Presidente della Repubblica 6 luglio 1960, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Trento in data 16 dicembre 1959, integrato con dichiarazione del 25 stesso mese ed anno, relativo alla elevazione in parrocchia della Curazia autonoma dei Sette Dolori della B.M.V., nel comune di Ronchi Valsugana (Trento).

Visto, *il Guardasigilli:* GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 agosto 1960
Atti del Governo, registro n. 128, foglio n. 205. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 luglio 1960.

Costituzione del Comitato dei Ministri di cui all'art. 3 della legge 10 agosto 1950, n. 647, modificato dall'art. 3 della legge 25 luglio 1952, n. 949, concernente l'esecuzione di opere straordinarie di pubblico interesse nell'Italia settentrionale e centrale.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 10 agosto 1950, n. 647, concernente l'esecuzione di opere straordinarie di pubblico interesse nell'Italia settentrionale e centrale, modificata con legge 25 luglio 1952, n. 949;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Articolo unico.

Il Comitato dei Ministri di cui all'art. 3 della legge 10 agosto 1950, n. 647, modificato dall'art. 3 della legge 25 luglio 1952, n. 949, è costituito come segue:

1. on. Giulio Pastore, Ministro senza portafoglio, presidente;
2. on. dott. prof. Giuseppe Pella, Ministro per il bilancio;
3. on. dott. prof. Paolo Emilio Taviani, Ministro per il tesoro;
4. on. dott. Benigno Zaccagnini, Ministro per i lavori pubblici;
5. on. prof. Mariano Rumor, Ministro per l'agricoltura e le foreste;
6. on. dott. Emilio Colombo, Ministro per l'industria ed il commercio;
7. on. dott. Fiorentino Sullo, Ministro per il lavoro e la previdenza sociale;
8. on. avv. prof. Giorgio Bo, Ministro per le partecipazioni statali;
9. on. avv. prof. Alberto Folchi, Ministro per il turismo e lo spettacolo.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 28 luglio 1960

GRONCHI

FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 17 agosto 1960
Registro n. 3 Presidenza, foglio n. 380. — MASSIMO
(5664)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 luglio 1960.

Incarico all'on. Giulio Pastore, Ministro senza portafoglio, di presiedere il Comitato dei Ministri per il Mezzogiorno, di cui all'art. 1 della legge 10 agosto 1950, n. 646, modificato dall'art. 1 della legge 25 luglio 1952, n. 949 e dall'art. 5 della legge 22 dicembre 1956, n. 1589.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 10 agosto 1950, n. 646, concernente l'istituzione della Cassa per le opere straordinarie di pubblico interesse nell'Italia meridionale (Cassa per il Mezzogiorno), e successive modificazioni;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

L'on. Giulio Pastore, Ministro senza portafoglio, è incaricato di presiedere il Comitato dei Ministri per il Mezzogiorno, di cui all'art. 1 della legge 10 agosto 1950, n. 646, modificato dall'art. 1 della legge 25 luglio 1952, n. 949 e dall'art. 5 della legge 22 dicembre 1956, n. 1589.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 28 luglio 1960

GRONCHI

FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 17 agosto 1960
Registro n. 3 Presidenza, foglio n. 381. — MASSIMO
(5663)

DECRETO MINISTERIALE 16 agosto 1960.

Dichiarazione di pubblica utilità, urgenza e indifferibilità dei lavori e delle opere relativi agli impianti della nuova rete telefonica nazionale in cavi coassiali e relative diramazioni su filo o con ponti-radio, nonchè di quelli riguardanti il potenziamento della rete telefonica già esistente, oltre le opere accessorie, interessanti i territori di Tricesimo ed Artegna.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Visti la legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni forzate per causa di pubblica utilità, modificata con la legge 18 dicembre 1879, n. 5188, e il regio decreto 8 febbraio 1923, n. 442, recante norme sull'esecuzione delle opere pubbliche e successive modificazioni;

Visto il regio decreto-legge 14 giugno 1925, n. 884, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562 e successive modificazioni;

Visto l'art. 180 del Codice postale e delle telecomunicazioni, approvato con regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;

Visto il decreto ministeriale 18 febbraio 1958, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 64 del 14 marzo 1958, con il quale veniva dichiarata la pubblica utilità, urgenza ed indifferibilità dei lavori interessanti le tratte: Padova-Trento; Bassano-San Daniele del Friuli; Udine-Tarvisio; Firenze-Pesaro; Mazara del Vallo-Porto Empedocle; Golfo Aranci-Cagliari;

Ritenuta la necessità di modificare il tracciato nella tratta Udine-Tarvisio a causa di sopraggiunti motivi tecnici;

Ritenuta, altresì, l'urgenza e l'indifferibilità dei lavori in rapporto alle inderogabili esigenze del servizio telefonico;

Sentito il Consiglio d'amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni nell'adunanza n. 759 del 3 agosto 1960;

Decreta:

Art. 1.

Sono dichiarati di pubblica utilità, urgenti ed indifferibili i lavori e le opere relativi agli impianti della nuova rete nazionale in cavi coassiali e relative diramazioni su filo o con ponti-radio, nonchè quelli riguardanti il potenziamento della rete telefonica già esistente, oltre le opere, accessorie, interessanti i territori di Tricesimo ed Artegna.

Art. 2.

L'Azienda di Stato per i servizi telefonici è autorizzata a procedere ad espropriazioni per causa di pubblica utilità, a costituire servitù e ad imporre limitazioni alle proprietà interessate, che si rendessero comunque necessarie anche durante l'esecuzione dei lavori.

A mente dell'art. 13 della legge 25 giugno 1865, n. 2359, le espropriazioni ed i lavori dovranno incominciarsi a partire dalla pubblicazione del presente decreto e compiersi il 31 dicembre 1960.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 16 agosto 1960

Il Ministro: SPALLINO

(5600)

DECRETO MINISTERIALE 17 agosto 1960.

Autorizzazione alla S.p.A. « ENSA » Magazzini generali di Tortona ad istituire e gestire un Magazzino generale in Tortona.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, sull'ordinamento dei Magazzini generali, convertito con la legge 9 giugno 1927, n. 1158, e le sue successive modificazioni;

Visto il relativo regolamento di esecuzione approvato col regio decreto 16 gennaio 1927, n. 126, e la sua successiva modificazione;

Vista l'istanza con la quale la S.p.A. « ENSA » Magazzini generali di Tortona, con sede in Tortona, via Bengasi, chiede di essere autorizzata ad istituire e gestire in Tortona, via Bengasi - strada Vecchia di Sale, un Magazzino generale per merci varie, nazionali e nazionalizzate;

Visti i documenti esibiti a corredo di detta istanza;

Visto il parere favorevole espresso, in merito, dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Alessandria con la deliberazione n. 142 del 4 maggio 1960;

Decreta:

Art. 1.

La S.p.A. « ENSA » Magazzini generali di Tortona, avente sede in Tortona, via Bengasi, è autorizzata ad istituire e gestire in Tortona, via Bengasi - strada Vecchia di Sale, un Magazzino generale per merci varie, nazionali e nazionalizzate.

I locali di detto Magazzino — di proprietà della Società — sono quelli descritti nella perizia, vistata dall'Ufficio del genio civile di Alessandria, allegata all'istanza della Società medesima.

Art. 2.

Nella conduzione di detto Magazzino, la S.p.A. « ENSA » Magazzini generali di Tortona, dovrà applicare le norme regolamentari — escluse quelle riferentesi alle merci estere — e le condizioni di tariffa approvate dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Alessandria con la deliberazione n. 142, del 4 maggio 1960.

Art. 3.

La cauzione che la suddetta Società dovrà pagare, per l'esercizio del Magazzino, è determinata nella misura di L. 1.000.000 (un milione) salve successive modificazioni.

La Camera di commercio, industria e agricoltura di Alessandria è incaricata dell'esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 17 agosto 1960

p. *Il Ministro*: MICHELI

(5582)

DECRETO MINISTERIALE 20 agosto 1960.

Modificazione dello statuto della Cassa di risparmio della provincia di Chieti, con sede in Chieti.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto 25 aprile 1929, n. 967, ed il regio decreto 5 febbraio 1931, n. 225;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10, e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto lo statuto della Cassa di risparmio della provincia di Chieti, con sede in Chieti, approvato con decreto in data 16 giugno 1951;

Viste le delibere del Consiglio di amministrazione e dell'assemblea dei soci della predetta Cassa, rispettivamente in data 21 e 30 aprile 1960;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Sono approvate le modifiche degli articoli 57 e 58 dello statuto della Cassa di risparmio della provincia di Chieti, con sede in Chieti, in conformità dei rispettivi seguenti testi:

Art. 57. — « Le operazioni cambiarie possono assumere la forma di sovvenzioni cambiarie e di sconti.

Ogni cambiale dev'essere munita di almeno due firme di notoria solvibilità.

Le cambiali possono avere anche una sola firma quando siano garantite da ipoteca o da pegno o cessione di mandati di pubbliche Amministrazioni, che risultino regolarmente costituiti e notificati all'Amministrazione debitrice.

Eccezionalmente, quando trattasi di ditte e nominativi di notoria, indiscussa solvibilità, potranno ammettersi, nelle operazioni cambiarie e nei conti correnti garantiti, cambiali con una sola firma, e potranno concedersi aperture di credito in conto corrente assistite dalla sola obbligazione chirografaria del correntista, nel limite del fido di lire cinque milioni, complessivamente per ciascuna ditta o persona. La somma da impiegarsi nelle operazioni del genere, complessivamente considerate, non deve eccedere il 6 % dei capitali amministrati (depositi e patrimonio).

La scadenza delle operazioni cambiarie ordinarie non potrà essere superiore ai quattro mesi. Alle scadenze le sovvenzioni cambiarie possono essere decurtate di un decimo del capitale originario con rinnovo a due mesi, oppure di un quinto del capitale originario con rinnovo a quattro mesi, salva la facoltà del Consiglio di amministrazione o del Comitato, di pretendere la estinzione totale dell'obbligazione o di richiedere la decurtazione in misura diversa.

Il fido da concedersi ad uno stesso obbligato non può superare il quinto del patrimonio della Cassa, salvo deroga da concedersi, caso per caso, dall'Istituto di emissione, a termini di legge.

Nelle operazioni cambiarie con garanzia ipotecaria si applicano, per quanto riguarda la garanzia, le norme stabilite per i mutui e i conti correnti ipotecari.

La durata massima delle operazioni cambiarie con garanzia ipotecaria, non deve superare i cinque anni.

L'ipoteca iscritta a garanzia di operazioni cambiarie resterà ferma ed operativa di effetti giuridici fino alla estinzione delle cambiali, anche se fossero state concesse rinnovazioni, con o senza decurtazione ».

Art. 58. — « I crediti ipotecari debbono essere garantiti da ipoteca di primo grado sopra immobili situati per la maggior parte nella zona in cui opera la Cassa, che siano capaci di produrre un reddito riconosciuto dalla Cassa stessa certo e continuativo per tutta la durata dell'operazione. Le somme concesse in prestito non debbono superare la metà del valore degli immobili.

Le perizie dovranno essere redatte da periti di fiducia della Cassa.

I fabbricati ed i boschi dati in ipoteca debbono essere assicurati contro l'incendio e la caduta del fulmine, presso Compagnie benvise dalla Cassa, e nella relativa polizza deve inserirsi la clausola di beneficio a favore della Cassa stessa in caso di sinistro.

Le stesse norme valgono anche per i pegni di crediti ipotecari ».

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 agosto 1960

Il Ministro: TAVIANI

(5598)

DECRETO MINISTERIALE 20 agosto 1960.

Modifica dello statuto della Cassa di risparmio di Spoleto, con sede in Spoleto.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto 25 aprile 1929, n. 967, ed il regio decreto 5 febbraio 1931, n. 225;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10 e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto lo statuto della Cassa di risparmio di Spoleto, con sede in Spoleto, approvato con decreto in data 15 ottobre 1948 e modificato con decreti in data 15 luglio 1949, 9 luglio 1953 e 3 maggio 1956;

Viste le delibere del Consiglio di amministrazione e dell'assemblea della predetta Cassa, rispettivamente in data 26 febbraio e 26 marzo 1960;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Sono approvate le modifiche degli articoli 1, 3, 4, 5, 6, 7, 17, 18, 20, 21, 23, 25, 52, 54 e 57 dello statuto della Cassa di risparmio di Spoleto, con sede in Spoleto, in conformità dei rispettivi testi allegati al presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 agosto 1960

Il Ministro: TAVIANI

Statuto della Cassa di risparmio di Spoleto

Testo degli articoli modificati con delibera del Consiglio di amministrazione del 26 febbraio 1960 e dell'assemblea generale dei soci del 26 marzo 1960.

Art. 1.

La Cassa di risparmio di Spoleto, fondata da una Associazione di privati cittadini, e legalmente riconosciuta dallo Stato, con regio decreto 5 marzo 1896, ha la sede legale in Spoleto ed è federata con le Casse di risparmio dell'Italia centrale. Essa è regolata dalle leggi e disposizioni vigenti in materia.

Art. 3.

Il patrimonio della Cassa è costituito:

a) dal fondo di dotazione;

b) dal fondo di riserva ordinario;

c) dal fondo di riserva federale;

d) da altri eventuali fondi costituiti per scopi speciali.

Art. 4.

In caso di scioglimento o liquidazione della Cassa, il fondo che rimane disponibile, dopo soddisfatte tutte le obbligazioni che costituiscono il passivo dell'Ente, deve essere destinato ad opere di pubblica utilità o di assistenza, a vantaggio delle popolazioni tra le quali la Cassa ha raccolto i suoi depositi.

Art. 5.

Sono organi della Cassa:

l'assemblea dei soci;

il Consiglio di amministrazione;

i Comitati di sconto;

il presidente;

Il Collegio sindacale;

il direttore.

Art. 6.

Il numero dei soci non sarà maggiore di 140 nè minore di 100.

La qualità di socio si acquista a seguito di nomina dell'assemblea, su proposta del Consiglio di amministrazione.

Per essere ammessi in qualità di socio occorre il voto di due terzi degli intervenuti nell'assemblea.

Non possono essere nominati soci o cessano di esserlo:

a) gli interdetti, gli inabilitati, i falliti e tutti coloro che abbiano riportato condanna infamante;

b) coloro contro i quali pendono atti esecutivi per inadempienza alle loro obbligazioni verso la Cassa o che abbiano lite vertente con essa, e che ad essa abbiano cagionato danni o perdite;

c) coloro che, senza giustificato motivo, non siano intervenuti, o non si siano fatti rappresentare, in tre adunanze consecutive ordinarie;

d) i dipendenti della Cassa.

Art. 7.

La decadenza dalla qualità di socio è pronunciata inappellabilmente dalla assemblea su proposta del Consiglio di amministrazione.

Art. 17.

Non possono far parte contemporaneamente del Consiglio di amministrazione i parenti e gli affini fino al 3° grado incluso, i parenti e gli affini fino al 3° grado incluso del direttore e dei funzionari; nonchè i parenti e gli affini fino al 2° grado incluso degli impiegati della Cassa.

Coloro che fossero nominati in contrasto con gli anzidetti divieti, o che successivamente alla nomina venissero a trovarsi in una delle condizioni di cui sopra, o nei casi di incompatibilità previsti dalle vigenti disposizioni di legge, saranno dichiarati decaduti dall'ufficio dal Consiglio di amministrazione, il quale prenderà l'iniziativa per la sostituzione di essi.

Art. 18.

Il presidente e il vice presidente durano in carica cinque anni e potranno essere confermati.

Gli altri membri del Consiglio durano in carica quattro anni, sono rieleggibili e si rinnovano in ragione di due membri nel primo anno, due nel secondo, due nel terzo e uno nel quarto.

Tutti i componenti il Consiglio di amministrazione continuano a rimanere nell'ufficio fino all'approvazione del bilancio relativo all'esercizio finanziario nel corso del quale scade il termine dei rispettivi mandati e, occorrendo, fino a che entrino in carica i loro successori.

Nel primo triennio la scadenza è determinata dal sorteggio.

I membri nominati in surrogazione di coloro che venissero a mancare per morte, dimissioni o altre cause, restano in carica quanto avrebbero dovuto rimanere in carica i loro predecessori.

Art. 20.

Al Consiglio spettano tutti i poteri per l'amministrazione della Cassa, particolarmente esso è chiamato a deliberare:

1) sulle modifiche statutarie ai sensi di legge;

2) sulla nomina, il trattamento economico e di quiescenza del direttore e del personale;

3) sulla formazione dei regolamenti per l'ordinamento dei propri servizi interni e per il loro funzionamento;

4) sulla formazione dei regolamenti organici per il personale della Cassa e dei servizi ad essa aggregati;

5) sulla nomina e promozione, sul collocamento in pianta stabile, in aspettativa, sul collocamento a riposo, sulle ricompense più importanti e sulle punizioni più gravi da applicarsi nei confronti del personale, secondo le norme del regolamento;

6) sulle proposte di nomina e di decadenza dei soci;

7) sulla istituzione di eventuali Commissioni consultive e di Comitati di sconto, determinandone le funzioni e la durata e sulla nomina dei membri di esse;

8) sui conti consuntivi annuali da sottoporre all'assemblea dei soci;

9) sulla apertura e chiusura delle dipendenze della Cassa ai sensi delle vigenti disposizioni e loro classificazione;

10) sui provvedimenti per promuovere lo spirito del risparmio e la previdenza;

11) sulla erogazione dei fondi destinati a scopi di previdenza, beneficenza, assistenza e pubblica utilità;

12) sulla assunzione di nuovi servizi e sulla eventuale soppressione di quelli esistenti;

13) sulla vendita e sugli acquisti di immobili nei limiti consentiti dalla legge e sulle locazioni;

14) sulle formalità per la emissione di nuove forme di libretti, sulle norme che regolano le varie categorie dei medesimi, sul limite massimo fruttifero dei depositi e sulla determinazione del tasso d'interesse, in conformità alle vigenti disposizioni in materia;

15) sull'autorizzazione a stare in giudizio nelle cause attive e passive;

16) sulle norme e sui criteri per l'investimento dei capitali e dei fondi di cassa;

17) sulle operazioni di cui all'art. 30;

18) sui limiti di autonomia da concedere ad altri organi aziendali in ordine alla erogazione del credito ed altre operazioni, servizi e spese riguardanti la gestione, limiti che debbono comunque essere contenuti al minimo indispensabile per il migliore andamento della Cassa e che saranno riveduti all'inizio di ogni esercizio o in ogni caso in cui se ne ravvisi la necessità. Tutte le deliberazioni adottate nei limiti dei poteri delegati devono essere recate a conoscenza del Consiglio di amministrazione;

19) su qualsiasi formalità ipotecaria, quando permanga immutato il credito della Cassa, o vi sia stato pagamento parziale;

20) sulle transazioni;

21) sulle partecipazioni ad Istituti od Enti di pubblica utilità, di credito o di previdenza, legalmente riconosciuti, creati o promossi dallo Stato;

22) su qualsiasi altro oggetto proposto dalla Presidenza.

Art. 21.

Il Consiglio si aduna in via ordinaria una volta la settimana, ed in via straordinaria quando il presidente lo ritenga necessario, o gliene facciano richiesta, per iscritto, almeno tre membri o il Collegio sindacale. Le adunanze sono convocate dal presidente con invito contenente l'elenco degli argomenti da trattare e, agli effetti dell'art. 25, ne sarà data contemporanea comunicazione ai sindaci.

Per la validità delle deliberazioni è necessaria la presenza di almeno cinque membri.

Le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta di voti dei presenti.

In caso di parità, prevale il voto di chi presiede l'adunanza.

Per la validità delle deliberazioni previste dal punto 18) dell'art. 20 occorre il voto favorevole dei due terzi degli amministratori presenti e di almeno la metà degli amministratori in carica.

Le adunanze sono presiedute dal presidente, o in caso di sua assenza dal vice presidente; in caso di assenza di entrambi, dal consigliere più anziano.

Si intende consigliere più anziano colui che fa parte da maggior tempo del Consiglio; in caso di nomina contemporanea il più anziano di età.

I verbali delle adunanze sono firmati dal presidente e dal direttore. Quando il Consiglio decide di adunarsi in seduta segreta fungerà da segretario il consigliere che verrà designato da chi presiede l'adunanza.

Le votazioni su questioni riguardanti persone sono fatte a scrutinio segreto; in tal caso la proposta che avrà ottenuto il voto favorevole della metà soltanto dei presenti si intenderà respinta.

Art. 23.

Ai sensi del paragrafo 7 dell'art. 20 presso la sede centrale è istituito un Comitato di sconto composto del presidente, o del vice presidente, di due consiglieri e del direttore con il compito di deliberare sulle operazioni di credito attribuite dal Consiglio alla sua competenza, con le limitazioni che il Consiglio stesso stabilirà ai sensi del paragrafo 18 dell'art 20. Le deliberazioni sono prese all'unanimità.

Ove tale unanimità non venga raggiunta, le operazioni a richiesta anche di un solo membro dovranno essere deferite, qualunque sia il loro ammontare, al Consiglio di amministrazione, in caso diverso si riterranno respinte. Anche presso le filiali possono essere istituiti Comitati di sconto col compito di deliberare, entro i limiti stabiliti, ai sensi del paragrafo 18 dell'art. 20, dal Consiglio di amministrazione per ciascuna di esse, sulle operazioni di loro spettanza.

Apposito regolamento regolerà il funzionamento dei Comitati di sconto preposti alle filiali e determinerà l'eventuale medaglia di presenza da corrispondere ai loro membri.

Art. 25.

Presso la Cassa funziona un Collegio di tre sindaci, con le attribuzioni stabilite dalle vigenti disposizioni sull'ordinamento delle Casse di risparmio.

Di essi, uno è nominato dall'assemblea dei soci, e due dalla Federazione delle Casse di risparmio dell'Italia centrale.

Non possono essere eletti alla carica di sindaco, e se eletti decadono dall'ufficio, coloro che si trovano nelle condizioni di incompatibilità previste dall'art. 2399 del Codice civile e da altre disposizioni di legge. I sindaci durano in carica un anno fino alla approvazione del bilancio e sono rieleggibili.

In ogni caso, rimangono nell'ufficio fino a che entrino in carica i loro successori. I sindaci nominati in surrogazione di coloro che venissero a mancare per qualsiasi causa restano in carica quanto avrebbero dovuto rimanere i loro predecessori Essi devono assistere a tutte le adunanze del Consiglio di amministrazione ed alle assemblee dei soci, e possono assistere alle riunioni dei Comitati di sconto.

Il Collegio sindacale deve riunirsi ogni trimestre.

Il sindaco che senza giustificato motivo non partecipi a due adunanze consecutive o del Collegio sindacale o del Consiglio di amministrazione, decade dall'ufficio e se ne provocherà la sollecita sostituzione da parte di chi lo ha nominato, ad iniziativa del presidente del Consiglio.

Gli accertamenti, le proposte ed i rilievi del Collegio sindacale devono essere trascritti in apposito libro.

Ai sindaci potrà essere corrisposta una retribuzione, con la osservanza delle disposizioni vigenti.

Art. 52.

I capitali amministrati dalla Cassa sono impiegati nel modo seguente:

a) in anticipazioni e riporti sopra titoli dello Stato, garantiti dallo Stato e sugli altri titoli ammessi dalle vigenti disposizioni riguardanti le Casse di risparmio;

b) in acquisto di titoli di cui alla lettera *a*);

c) nello sconto di cedole, con scadenza non superiore a sei mesi, dei titoli di cui alla lettera *a*);

d) in operazioni cambiarie;

e) in mutui assistiti da garanzia ipotecaria o da pegno di crediti ipotecari aventi gli stessi requisiti delle operazioni ipotecarie direttamente concedibili dalla Cassa;

f) in conti correnti garantiti da ipoteca o da cessione di crediti liquidi ed esigibili verso Enti pubblici, o da titoli di cui alla lettera *a*) o da cambiali;

g) in operazioni di credito agrario di esercizio in conformità delle disposizioni vigenti;

h) in mutui chirografari a Provincie, Comuni, a loro Consorzi, a Consorzi legalmente costituiti, ad Enti morali e collettivi, con garanzia di delegazioni su cespiti che vengono accettati dalla Cassa depositi e prestiti;

i) in sovvenzioni provvisorie agli Enti di cui alla lettera *h*), per i quali l'istituto disimpegni servizi di cassa, esattoria o tesoreria, nei limiti stabiliti dai capitolati di appalto;

l) in acquisto di crediti verso lo Stato, le Provincie ed i Comuni, liquidi ed esigibili senza condizioni, a determinate scadenze e sconto di annualità corrisposte dallo Stato in forza di leggi e convenzioni.

La durata di tali operazioni non deve eccedere gli anni venti;

m) in anticipazioni e conti correnti sopra pegno di cose mobili aventi valore commerciale, o di note di pegno emesse da Istituti e Magazzini generali regolarmente a ciò autorizzati, secondo le norme che saranno stabilite dal Consiglio di amministrazione;

n) in prestiti agli impiegati di pubbliche Amministrazioni garantiti con la cessione dello stipendio in conformità delle leggi vigenti, con l'assicurazione sulla vita e dei rischi diversi, e con le altre cautele che verranno stabilite dal Consiglio di amministrazione;

o) in acquisto di immobili nei casi e con le delimitazioni stabilite dalle vigenti disposizioni;

p) in partecipazioni ad Istituti o ad Enti di pubblica utilità, di credito e di previdenza, legalmente riconosciuti, creati o promossi dallo Stato;

q) in deposito in conto corrente presso l'Istituto di emissione, Istituti di credito di diritto pubblico, Banche di interesse nazionale e altre Casse di risparmio, con l'osservanza delle disposizioni vigenti in materia;

r) in sovvenzioni su pegno di cose mobili, secondo le disposizioni delle leggi che regolano il credito pignoratizio

Art. 54.

Ogni cambiale deve essere fornita almeno di due firme di notoria solvibilità. Le cambiali possono avere anche una sola firma, quando siano garantite da ipoteca, o da pegno o da cessione di mandati di pubbliche Amministrazioni, che risultino regolarmente costituiti e notificati all'Amministrazione debitrice.

La scadenza delle operazioni cambiarie non potrà essere superiore a sei mesi se di sovvenzione, ed ai quattro mesi se di sconto.

Le cambiali emesse ai sensi della legge sul credito agrario potranno avere una sola firma e la durata prevista dalle disposizioni vigenti in materia.

Il fido da concedersi ad uno stesso obbligato non potrà superare il quinto del patrimonio della Cassa, salvo deroghe da concedersi, caso per caso, dall'Istituto di emissione, a termini di legge.

Nelle operazioni cambiarie con garanzia ipotecaria si applicano, per quanto riguarda la garanzia, le norme stabilite per mutui e conti correnti ipotecari.

La durata massima delle operazioni cambiarie con garanzia ipotecaria non deve superare i cinque anni.

L'ipoteca iscritta a garanzia di operazioni cambiarie resterà ferma e operativa di effetti giuridici fino alla estinzione delle dette cambiali, anche se fossero state concesse rinnovazioni con o senza decurtazioni.

Eccezionalmente, quando trattasi di nominativi, ditte od enti di notoria indiscussa moralità e solvibilità potranno essere consentiti sconti e sovvenzioni cambiarie con la sola firma del presentatore, ovvero aperture di credito in conto corrente assistite da fidejussione o con la sola obbligazione chirografaria del correntista e nel limite massimo di lire 2.000.000 complessivamente per ciascun nominativo, Ditta od Ente, salvo deroghe da concedersi, per singoli casi particolari, dall'organo di vigilanza.

La somma complessiva che può essere impiegata nelle operazioni del genere non deve superare il 6 % dei capitali amministrati.

Art. 57.

La somma da impiegarsi in mutui chirografari a Corpi morali, in acquisti di crediti verso lo Stato, le Provincie o i Comuni e in sconti di annualità statali, nonchè in partecipazioni (le quali ultime non devono comunque superare il 5 %) ad Istituti od Enti non devono eccedere complessivamente il 15 % dei capitali amministrati dalla Cassa.

I mutui chirografari a Corpi morali, debbono essere rimborsati a rate fisse d'ammortamento e la loro durata non potrà eccedere gli anni 10 (dieci).

Cassa di risparmio di Spoleto
***Il direttore*: (firma illeggibile)**

Visto, *il Ministro per il tesoro*
TAVIANI

(5599)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEL COMMERCIO CON L'ESTERO

Comunicati

Il Ministro per il commercio con l'estero, ai sensi del terzo comma dell'art. 13 del decreto-legge 6 giugno 1956, n. 476, comunica che l'Ufficio italiano dei cambi ha impartito istruzioni alla Banca d'Italia e alle banche autorizzate a fungere da agenzie di questa con la seguente circolare:

fascicolo « Conti e depositi bancari soggetti a controllo valutario - Operazioni e disposizioni varie » 7° aggiornamento - 30 luglio 1960.

(5661)

Il Ministro per il commercio con l'estero, ai sensi del terzo comma dell'art. 13 del decreto-legge 6 giugno 1956, n. 476, comunica che l'Ufficio italiano dei cambi ha impartito istruzioni alla Banca d'Italia ed alle banche autorizzate a fungere da agenzie di questa con la seguente circolare:

Scambi con l'estero - Parte seconda - 1° Aggiornamento; « Regime degli scambi ».

(5666)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Rinvio del periodo di svolgimento della « IV Mostra del giocattolo », in Messina

L'Ente autonomo Fiera di Messina - Campionaria internazionale, ha comunicato che la « IV Mostra del giocattolo », precedentemente programmata per il periodo 25 ottobre-1° novembre 1960, sarà rinviata al prossimo anno.

(5646)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del piano regolatore generale del comune di Ferrara

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 27 aprile 1960, registrato alla Corte dei conti il 28 luglio 1960, registro n. 11 Lavori pubblici, foglio n. 279, è stato approvato il piano regolatore generale del comune di Ferrara.

Copia di tale decreto, munito del visto di conformità all'originale, sarà depositato negli uffici comunali a libera visione del pubblico, a termini dell'art. 10 della legge urbanistica 17 agosto 1942, n. 1150.

(5601)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 199

Corso dei cambi del 1° settembre 1960 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	620,60	620,60	620,60	620,60	620,59	—	620,605	620,60	620,60	620,60
$ Can.	640,25	638,25	638 —	638,25	638,40	—	638,75	640,30	640,31	638,75
Fr. Sv.	143,97	144 —	143,98	144,605	144 —	—	144,03	144 —	144 —	144 —
Kr. D.	90,10	90,09	90,10	90,09	90,10	—	90,08	90,10	90,09	90,10
Kr. N.	87,07	87,07	87,07	87,065	87,10	—	87,07	87,07	87,08	87,08
Kr. Sv.	120,37	120,30	120,32	120,31	120,30	—	120,30	120,40	120,31	120,30
Fol.	164,52	164,53	164,52	164,52	164,50	—	164,52	164,52	164,53	164,54
Fr. B.	12,40	12,405	12,405	12,4075	12,40125	—	12,40125	12,40	12,40	12,40
Fr. Fr. (N.F.)	126,65	126,65	126,655	126,655	126,67	—	126,655	126,65	126,65	126,65
Lst.	1744,46	1744,60	1744,30	1744,60	1744,25	—	1744,60	1744,50	1744,40	1744,50
Dm. occ.	148,82	148,82	148,82	148,825	148,81	—	148,82	148,82	148,82	148,82
Scell. Austr.	24,05	24,045	24,045	24,05	24,05	—	24,05	24,04	24,05	24,05

Media dei titoli del 1° settembre 1960

Titolo	Valore
Rendita 3,50 % 1906	81,525
Id. 3,50 % 1902	80,70
Id. 5 % 1935	105,85
Redimibile 3,50 % 1934	97,575
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	87,30
Id. 5 % (Ricostruzione)	100,25
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	100,15
Id. 5 % 1936	101,025
Id. 5 % (Città di Trieste)	100,15
Id. 5 % (Beni Esteri)	100,125
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1961)	101,90
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	102,125
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	102,75
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	102,625
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	102,675
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	102,925
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	102,925
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	102,85
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	102,30

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 1° settembre 1960

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	620,602
1 Dollaro canadese	638,50
1 Franco svizzero	144,017
1 Corona danese	90,085
1 Corona norvegese	87,067
1 Corona svedese	120,305
1 Fiorino olandese	164,52
1 Franco belga	12,404
1 Franco nuovo (N.F.)	126,655
1 Lira sterlina	1744,60
1 Marco germanico	148,822
1 Scellino austriaco	24,05

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Revoca di divieti di caccia e uccellagione

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti ministeriali 11 settembre 1954, 4 novembre 1955 e 8 maggio 1958, nella zona di Brescia, località Santa Eufemia, della estensione di ettari 345 circa, compresa entro i confini delimitati con il decreto ministeriale 8 maggio 1958, viene revocato.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti ministeriali 15 settembre 1956, 12 agosto 1957 e 6 febbraio 1960, nella zona di Tuscania, località « Le Mandrie » (Viterbo), della estensione di ettari 2500, compresa entro i confini delimitati con il decreto ministeriale 6 febbraio 1960, viene revocato.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti ministeriali 21 luglio 1952, 1° giugno 1954, 16 luglio 1956, 6 agosto 1957 e 16 febbraio 1960, nella zona di Borgo San Dalmazzo, Roccasparvera, Gaiola e Vignale (Cuneo), della estensione di ettari 540 circa, compresa entro i confini delimitati con il decreto ministeriale 21 luglio 1952, viene revocato.

(5543)

ACCORDI ECONOMICI E CONTRATTI COLLETTIVI DI LAVORO

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Comunicati

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (9 agosto 1960) il Bollettino n. 5 della provincia di Taranto, contenente i sottoindicati contratti pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Accordo 24 novembre 1948 integrativo al contratto nazionale normativo di lavoro 27 gennaio 1948 per i dipendenti da ristoranti, trattorie, ed esercizi similari per la provincia di Taranto.

2 — Contratto 17, 19, 20, 28 settembre 1959, integrativo al contratto nazionale normativo di lavoro 15 maggio 1959, per i dipendenti dei ristoranti, trattorie, ed esercizi similari, da valere per la provincia di Taranto.

Il Ministro: SULLO

(5668)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (29 agosto 1960) il Bollettino n. 4 della provincia di Novara, contenente i sottoindicati accordi pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Contratto 11 settembre 1958 integrativo per i dipendenti dalle aziende commerciali della provincia di Novara.

2. — Accordo 21 luglio 1949 per le nuove indennità di carovita per i dipendenti da aziende commerciali, da pubblici esercizi della provincia di Novara.

3. — Accordo 20 dicembre 1946 per la concessione delle indennità di carovita ai dipendenti di aziende commerciali della provincia di Novara.

4. — Contratto 16 febbraio 1959 integrativo ed economico per i dipendenti da aziende commerciali all'ingrosso di prodotti farmaceutici e di specialità medicinali della provincia di Novara.

5. — Accordo economico 1° ottobre 1959, integrativo al contratto collettivo nazionale di lavoro 15 maggio 1959, per il personale dipendente da caffè, bar, birrerie, pasticcerie, locali notturni, sale da ballo, gelaterie, bottiglierie ed esercizi similari della provincia di Novara.

6. — Accordo economico 1° ottobre 1959, integrativo del contratto collettivo nazionale di lavoro 15 maggio 1959, da valere per il personale dipendente da ristoranti, trattorie, osterie con cucina ed esercizi similari della provincia di Novara.

7. — Contratto economico 22 luglio 1958, integrativo del contratto collettivo nazionale di lavoro 26 luglio 1956, per i lavoranti panettieri della provincia di Novara.

8. — Verbale di accordo 10 settembre 1959 da valere per i dipendenti dei panifici della provincia di Novara.

9. — Accordo 16 giugno 1952, integrativo a norma dell'art. 3 dell'accordo nazionale 8 febbraio 1952, da valere per tutte le aziende di panificazione della provincia di Novara.

10. — Contratto di lavoro 23 dicembre 1958, integrativo del contratto collettivo nazionale di lavoro 2 marzo 1955, modificato con accordo nazionale 8 maggio 1958, per i dipendenti da cooperative di consumo della provincia di Novara.

Il Ministro: SULLO

(5669)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (10 agosto 1960) il Bollettino n. 8 della provincia di Reggio Calabria, contenente il sottoindicato contratto pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Contratto collettivo di lavoro 30 novembre 1957 per gli addetti ai frantoi oleari industriali della provincia di Reggio Calabria.

Il Ministro: SULLO

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (13 agosto 1960) il Bollettino n. 9 della provincia di Reggio Calabria, contenente i sottoindicati contratti pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Contratto 10 agosto 1956, integrativo al contratto nazionale 11 agosto 1953, da valere per i dipendenti da alberghi, pensioni e locande della provincia di Reggio Calabria.

2. — Contratto collettivo di lavoro 2 ottobre 1959, integrativo del contratto collettivo nazionale di lavoro 15 maggio 1959, per i dipendeni da caffè, bars, birrerie, gelaterie, pasticcerie, sale da ballo ed esercizi similari della provincia di Reggio Calabria.

Il Ministro: SULLO

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (13 agosto 1960) il Bollettino n. 10 della provincia di Reggio Calabria, contenente il sottoindicato contratto pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Contratto integrativo 14 ottobre 1955 per i dipendenti delle aziende grossiste e di esportazione di prodotti ortofrutticoli ed agrumari della provincia di Reggio Calabria.

Il Ministro: SULLO

(5670)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (11 agosto 1960) il Bollettino n. 9 della provincia di Savona contenente il sottoindicato accordo pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Accordo 16 gennaio 1947 per l'indennità di mensa ai lavoratori dell'industria della provincia di Savona.

Il Ministro: SULLO

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (11 agosto 1960) il Bollettino n. 10 della provincia di Savona, contenente il sottoindicato accordo pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Accordo 13 settembre 1954, integrativo del contratto nazionale di lavoro 15 maggio 1953, valevole per i lavoratori dipendenti dalle aziende esercenti l'industria dei prodotti del legno e del sughero della provincia di Savona.

Il Ministro: SULLO

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (11 agosto 1960) il Bollettino n. 11 della provincia di Savona, contenente il sottoindicato accordo pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Accordo 30 novembre 1955 per le modifiche al capitolato di mezzadria e colonia della provincia di Savona.

Il Ministro: SULLO

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (11 agosto 1960) il Bollettino n. 12 della provincia di Savona, contenente il sottoindicato accordo pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Accordo 4 ottobre 1946 per i lavoratori dipendenti dalle imprese edili e di costruzioni della provincia di Savona.

Il Ministro: SULLO

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (11 agosto 1960) il Bollettino n. 13 della provincia di Savona, contenente il sottoindicato accordo pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Accordo 1° ottobre 1959, integrativo al contratto collettivo nazionale 22 settembre 1959, per i lavoratori dipendenti da aziende alberghiere della provincia di Savona.

Il Ministro: SULLO

(5671)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (20 luglio 1960) il Bollettino n. 6 della provincia di Salerno, contenente il sottoindicato contratto, pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Contratto collettivo di lavoro 30 settembre 1959, integrativo al contratto collettivo nazionale di lavoro 28 giugno 1958, per i dipendenti dalle aziende commerciali della provincia di Salerno.

Il Ministro: SULLO

(5672)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (30 luglio 1960) il Bollettino n. 7 della provincia di Roma, contenente il sottoindicato contratto pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Contratto collettivo aziendale di lavoro 31 luglio 1959 per il personale dipendente della Società Radiostampa di Roma.

Il Ministro: SULLO

(5539)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEI TRASPORTI

Riduzione da trentasei a ventinove del numero dei posti del concorso per titoli a posti di applicato aggiunto in prova nel ruolo del personale della carriera esecutiva dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione, indetto con decreto ministeriale n. 285 in data 3 maggio 1960.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visto il decreto ministeriale n. 285, in data 3 maggio 1960, con il quale è stato bandito un concorso per titoli a trentasei posti di applicato aggiunto in prova nel ruolo del personale della carriera esecutiva dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione;

Considerato che, alla data di scadenza del termine stabilito per la presentazione delle domande di ammissione al concorso bandito con il suddetto decreto ministeriale n. 289, sono pervenute ventinove domande regolari;

Decreta:

Il numero dei posti di cui all'art. 1 del decreto ministeriale del 3 maggio 1960, n. 285, è ridotto da trentasei a ventinove.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 1° agosto 1960

Il Ministro: SPATARO

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 agosto 1960
Registro n. 80 bilancio Trasporti, foglio n. 167

(5594)

Nomina della Commissione esaminatrice del concorso per esami e per titoli a dodici posti di ispettore in prova nei ruoli del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, fra laureati in economia e commercio o in scienze statistiche ed attuariali o laureati delle Sezioni magistrali di economia e diritto o di computisteria e ragioneria dell'Istituto superiore di Venezia o laureati in scienze coloniali, indetto con decreto ministeriale 22 dicembre 1959.

IL DIRETTORE GENERALE
DELLE FERROVIE DELLO STATO

Visto l'art. 13 dello stato giuridico del personale della Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato;

Visto il decreto ministeriale 19 dicembre 1958, n. 2716, concernente le norme di applicazione dello stato giuridico del personale delle ferrovie dello Stato;

Visto il decreto ministeriale 22 dicembre 1959, n. 3395, registrato alla Corte dei conti addì 3 maggio 1960, registro n. 40 bilancio Trasporti, foglio n. 51, con il quale è stato indetto un pubblico concorso, per esami e per titoli, a dodici posti di ispettore in prova nei ruoli del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato fra laureati in economia e commercio o in scienze economico-marittime o in scienze statistiche ed attuariali o laureati delle Sezioni magistrali di economia e diritto o di computisteria e ragioneria dell'Istituto superiore di Venezia o laureati in scienze coloniali;

Delibera:

La Commissione esaminatrice per l'espletamento del pubblico concorso citato nelle premesse, è composta come segue:

Presidente:

Santoro prof. dott. Francesco, direttore compartimentale.

Membri:

Villani prof. Felice, ordinario Università di Firenze;
Verna prof. Attilio, ordinario Università di Perugia;

Galateria prof. Luigi, straordinario Università di Macerata;
Tomasini prof. dott. Lorenzo, ispettore capo superiore;
Cima dott. Rinaldo, ispettore capo superiore;
Rolandi dott. Carlo, ispettore capo superiore.

Segretario:

Peroni dott. Italo, ispettore principale.

Roma, addì 11 agosto 1960

Il direttore generale: LISSONE

(5608)

Nomina della Commissione esaminatrice del concorso per esami e per titoli a quaranta posti di ispettore in prova nei ruoli del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, fra abilitati all'esercizio della professione di ingegnere, indetto con decreto ministeriale 22 dicembre 1959.

IL DIRETTORE GENERALE
DELLE FERROVIE DELLO STATO

Visto l'art. 13 dello stato giuridico del personale della Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato;
Visto il decreto ministeriale 19 dicembre 1958, n. 2716, concernente le norme di applicazione dello stato giuridico del personale delle ferrovie dello Stato;
Visto il decreto ministeriale 22 dicembre 1959, n. 3394, registrato alla Corte dei conti addì 3 maggio 1960, registro n. 40 bilancio Trasporti, foglio n. 50, con il quale è stato indetto un pubblico concorso a quaranta posti di ispettore in prova nei ruoli del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato fra abilitati all'esercizio della professione di ingegnere delle specialità civili (sottosezione edile e sottosezione trasporti) e industriale (sottosezione elettrotecnica, meccanica e navale);

Delibera:

La Commissione esaminatrice per l'espletamento del pubblico concorso citato nelle premesse, è composta come segue:

Presidente:

Diegoli ing. Manlio, consigliere di amministrazione.

Membri:

Giannelli prof. Aristide, ordinario di Università;
Paris prof. Michele, ordinario di Università;
Castagna prof. Arnaldo, ordinario di Università;
Leuzzi prof. Vincenzo, incaricato di Università;
De Martino ing. Mario, direttore compartimentale di prima classe a riposo;
Righi ing. Rigo, direttore compartimentale;
Ciocia ing. Domenico, direttore compartimentale;
Muscia ing. Calogero, direttore compartiment. a riposo;
Quadrini ing. Pasquale, ispettore capo superiore.

Segretario:

Inglese dott. Giuseppe, ispettore capo.

Roma, addì 11 agosto 1960

Il direttore generale: LISSONE

(5609)

Nomina della Commissione esaminatrice del concorso per esami e per titoli a otto posti di ispettore in prova nei ruoli del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, fra laureati in giurisprudenza o in scienze politiche o in scienze sociali e sindacali o in scienze diplomatiche e consolari.

IL DIRETTORE GENERALE
DELLE FERROVIE DELLO STATO

Visto l'art. 13 dello stato giuridico del personale della Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato;
Visto il decreto ministeriale 19 dicembre 1958, n. 2716, concernente le norme di applicazione dello stato giuridico del personale delle ferrovie dello Stato;
Visto il decreto ministeriale 22 dicembre 1959, n. 3396, registrato alla Corte dei conti addì 3 maggio 1960, registro n. 40 bilancio Trasporti, foglio n. 52, con il quale è stato indetto un pubblico concorso, per esami e per titoli, ad otto posti di ispettore in prova nei ruoli del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato fra laureati in giurisprudenza o in scienze politiche o in scienze sociali e sindacali o in scienze diplomatiche e consolari;

Delibera:

La Commissione esaminatrice per l'espletamento del pubblico concorso citato nelle premesse, è composta come segue:

Presidente:

Santoni-Rugiu dott. Giuseppe, direttore compartimentale di prima classe.

Membri:

Villani prof. Felice, ordinario Università di Macerata;
Galateria prof. Luigi, straordinario Università di Macerata;
Gasperoni prof. Nicola, straordinario Università di Perugia;
Putzolu dott. Giovanni, ispettore capo superiore a riposo;
Targia dott. Fernando, ispettore capo superiore;
Mocci dott. Antonino, ispettore capo superiore.

Segretario:

Baroncelli dott. Luciano, ispettore di prima classe.

Roma, addì 11 agosto 1960

Il direttore generale: LISSONE

(5610)

Sostituzione di un componente la Commissione compartimentale di Palermo incaricata di espletare il concorso a cinquecento posti di aiuto macchinista in prova nei ruoli del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, indetto con decreto ministeriale 13 gennaio 1960.

IL DIRETTORE GENERALE
DELLE FERROVIE DELLO STATO

Visto il decreto ministeriale 13 gennaio 1960, n. 3746, concernente la modifica apportata al sesto comma dell'art. 3 del decreto ministeriale 19 dicembre 1958, n. 2716;
Visto il decreto ministeriale 13 gennaio 1960, n. 3748, registrato alla Corte dei conti addì 11 febbraio 1960, registro n. 38 bilancio Trasporti, foglio n. 48, con il quale è stato indetto un concorso pubblico, per esami e per titoli, a cinquecento posti di aiuto macchinista in prova nei ruoli del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato;
Visto la delibera n. 93/P.2.1.1.221.Conc. in data 23 aprile 1960, con la quale sono state nominate le Commissioni esaminatrici compartimentali per l'espletamento del pubblico concorso di cui sopra;

Delibera:

L'ispettore di prima classe Criscione ing. Giuseppe è nominato membro della Commissione esaminatrice compartimentale di Palermo, in sostituzione dell'ispettore di prima classe Pettinato ing Giuseppe, trasferito presso la Divisione materiale e trazione di Reggio Calabria.

Roma, addì 6 agosto 1960

Il direttore generale: LISSONE

(5611)

Aumento del numero dei posti del concorso per esami e per titoli a 4500 posti di manovale in prova nei ruoli dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, indetto con decreto ministeriale 25 luglio 1956, n. 652.

Nel Bollettino ufficiale delle Ferrovie dello Stato n. 16 del 31 agosto 1960, è stato pubblicato il decreto ministeriale 22 giugno 1960, n. 7085, con il quale è stata autorizzata l'assunzione di altri 500 candidati riusciti idonei oltre i vincitori del concorso pubblico per esami e per titoli a 4500 posti di manovale in prova nei ruoli dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, indetto con decreto ministeriale 25 luglio 1956, n. 652.

(5612)

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE AUTONOMA DEI MONOPOLI DI STATO

Avviso relativo all'esito del concorso per esami a due posti di perito aggiunto di 2ª classe nel ruolo del personale tecnico della carriera di concetto, branca « Manifatture tabacchi », bandito con decreto ministeriale 14 luglio 1959.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato col decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si dà notizia che nel Bollettino ufficiale del personale (parte seconda) dell'Amministrazione autonoma dei monopli di Stato, relativo al mese di luglio 1960, è pubblicato il decreto ministeriale n. 00/28931 del 10 giugno 1960, registrato alla Corte dei conti il 2 luglio 1960, registro n. 4 Monopoli, foglio n. 66, che approva la graduatoria di merito formata dalla Commissione esaminatrice del concorso per esami a due posti di perito aggiunto di 2ª classe nel ruolo del personale tecnico della carriera di concetto, branca « Manifatture tabacchi », dell'Amministrazione predetta, nonchè la graduatoria finale dei vincitori del concorso stesso sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego, ai sensi dell'art. 11 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, e quella degli idonei formate in base al punteggio riportato da ciascun candidato.

(5607)

Avviso relativo all'esito del concorso per esami a trenta posti di consigliere tecnico nel ruolo del personale tecnico della carriera direttiva, branca « Manifatture tabacchi », bandito con decreto ministeriale 15 aprile 1959.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato col decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si dà notizia che nel Bollettino ufficiale del personale (parte seconda) dell'Amministrazione autonoma dei monopoli di Stato, relativo al mese di luglio 1960, è pubblicato il decreto ministeriale 00/29633 del 20 giugno 1960, registrato alla Corte dei conti il 9 luglio 1960, registro n. 4 Monopoli, foglio n. 114, che approva la graduatoria di merito formata dalla Commissione esaminatrice del concorso per esami a trenta posti di consigliere tecnico nel ruolo del personale tecnico della carriera direttiva, branca « Manifatture tabacchi », dell'Amministrazione predetta, nonchè la graduatoria finale dei vincitori del concorso stesso sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego, ai sensi dell'art. 11 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

(5606)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI BERGAMO

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Bergamo al 30 novembre 1958.

IL MEDICO PROVINCIALE CAPO

Visto il decreto prefettizio n. 32645 in data 31 marzo 1959, con il quale veniva bandito il concorso per i posti di ostetrica condotta vacanti in Provincia al 30 novembre 1958;

Ritenuta la necessità di provvedere alla nomina della Commissione giudicatrice;

Viste le designazioni fatte dall'Ordine provinciale dei medici e dai Comuni interessati;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, sostituito dall'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 1° giugno 1955, n. 854;

Visto l'art. 50 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, modificato dall'art. 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento di posti di ostetrica condotta vacanti in Provincia al 30 novembre 1958, è costituita come appresso:

Presidente:

Ariano dott. Gaetano, vice prefetto.

Componenti:

Agrifoglio dott. Lino, medico provinciale;

Belotti dott. Giuseppe, specialista in ostetricia e ginecologia;

Ciabò dott. Giorgio, specialista in ostetricia e ginecologia;

Bettoni Maria, ostetrica condotta.

Il dott. Arnaldo Perrottelli, consigliere dell'Amministrazione civile dell'interno, eserciterà le funzioni di segretario della Commissione.

La Commissione giudicatrice inizierà i lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Bergamo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni interi e consecutivi, all'albo pretorio dell'Ufficio del medico provinciale di Bergamo.

Bergamo, addì 22 agosto 1960

Il medico provinciale dirigente: AGRIFOGLIO

(5595)

PETTINARI UMBERTO, *direttore* — SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.